

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Un quota féminin conservé

**COMME** dans la précédente, la nouvelle équipe gouvernementale connue depuis hier compte dix femmes. Deux ont été sorties et deux autres ont fait leur entrée.

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon



**Carmen Ndaot, ministre de la Promotion des investissements, des partenariats publics-privés.**

Justine Lekogho, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales. Et Nina Abouna, ministre déléguée auprès du ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargée du Plan climat. Des vides comblés par l'arrivée de Erlyne Antonella Ndembet comme ministre de la Justice, et Carmen Ndaot qui effectue son retour au gouvernement, cette fois au poste de ministre de la Promotion des investissements, des Partenariats publics-privés, chargé de l'Amélioration de l'environnement des affaires. On se souviendra que la dernière citée avait fait sa première entrée dans le gouvernement Issozet Ngondet III. Elle avait alors occupé le poste de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Elle sera reconduite en Mai 2018 toujours sous Issoze Ngondet mais, cette fois-ci en qualité de ministre de l'Industrie et de l'Entreprenariat national. Aux côtés des anciennes comme Denise Mekam'ne (Relations avec les Institutions constitutionnelles) et Madeleine Berre (Emploi et Fonction publique), les deux nouvelles venues devront prendre leurs marques pour faire preuve d'efficacité tel que voulu par le chef de l'État.

**A**PRÈS le remaniement du 7 novembre dernier, le gouvernement a encore été réaménagé hier. En l'espace de trois semaines seulement, Julien Nkoghe Bekale, Premier ministre vient de dévoiler la nouvelle équipe qu'il va désormais diriger. Dans ce groupe, on note la présence de dix femmes. Un nombre qu'on retrouvait d'ailleurs dans l'équipe précédente. Comme un remplacement numérique, deux femmes ont été évincées, deux autres ont fait leur entrée. Le quota de dix est donc conservé. Parmi les sortantes,

## Les raisons de ce nouveau remaniement ?

**ATTENDU** depuis quelques jours, le gouvernement a finalement été remanié avant-hier, en début de soirée. Un énième réaménagement visant l'obligation de résultats.

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**L**E gouvernement vient encore d'être remanié. Il s'agit du neuvième remaniement depuis 2016. Année qui correspond au début du deuxième mandat du président Ali Bongo Ondimba à la tête de la République gabonaise. Cet "énième" changement peut être perçu par bon nombre d'observateurs du landerneau politique comme un preuve d'"instabilité". Que nenni, selon le premier magistrat gabonais. Le numéro un gabonais y voit plutôt une obligation immédiate de résultats. C'est du moins ce qu'il laisse transparaître dans l'interview accordée à notre rédaction à l'occasion du dixième anniversaire de son magistère. "Dans une équipe, pour trouver la meilleure configuration, il faut parfois faire plusieurs essais. Ce qui compte pour moi, ce sont les résultats concrets de nos politiques publiques. Pas la stabilité gouvernementale. Je le répète, j'ai une seule obsession : les Gabonais doivent ressentir concrètement, dans leur quotidien, les



**Le Premier ministre annonçant la nouvelle composition gouvernementale.**

effets des réformes", affirmait-il sans ambages. Toutefois, il est difficile de ne pas voir un lien étroit avec l'opération "Scorpion" en cours. Pour preuve, la plupart des ministres sortants sont taxés d'appartenir à l'Association des jeunes émergents volontaires (Ajev). Une structure dont nombre de cadres sont soupçonnés d'être impliqués dans le scandale financier qui secoue le monde politique et économique depuis plusieurs semaines. Retenons simplement que les membres du gouvernement

ne bénéficieront plus d'aucun round d'observation. Désormais, le président de la République et le peuple gabonais attendent des résultats immédiats. C'est d'ailleurs ce qu'a confirmé le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, en annonçant la nouvelle composition gouvernementale. "(...) Ce matin, il m'a reçu en audience et m'a demandé de lui proposer une équipe d'hommes et de femmes alliant expérience, compétences, intégrité et loyauté", a-t-il affirmé. Voilà qui a le mérite d'être clair.

## Tribune des partis politiques L'étonnant silence !

Étrange ! C'est ainsi qu'il convient de qualifier l'attitude de la classe politique dans le scandale financier, l'un des plus grands du genre, qui secoue actuellement le Gabon. Pas moins de 85 milliards de FCFA ont été distraits des caisses de l'État, en un laps de temps très court et en période de récession économique, sans que cela n'émeuve la blogosphère politique. Dans la même foulée, seize personnalités dont plusieurs directeurs généraux et deux conseillers du chef de l'État, sont directement pointés du doigt, car soupçonnés

d'appartenir à une sorte de "cosa nostra". Comment comprendre alors cette omerta, volontairement, cultivée ? Psychose ou déni de la réalité ? Toujours est-il que seul le Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM), d'Alexandre Barro Chambrier, a officiellement condamné, avec force et vigueur, cette prédation économique. Pire, les grandes formations politiques présentes à l'Assemblée nationale, à l'instar du PDG et bien d'autres, demeurent aphones et atones. C'est dire que sous nos cieux, le sens intrinsèque de la politique à savoir

"la gestion de la cité", associé à l'intérêt suscité, s'applique à géométrie variable. Tout simplement regrettable ! Voilà un sujet sérieux qui mérite que la classe politique fasse pression pour réclamer justice et restitution des fonds. Mais hélas... Celle-ci se mobilise uniquement pour réclamer bec et ongles ses avantages "indus" mais surtout taillés sur mesure. Au-delà des discours flatteurs, la bonne gouvernance, l'orthodoxie financière et tous les autres termes à la mode sont des mots creux, abusivement prononcés par

les acteurs politiques. Le silence observé face à l'opération "Scorpion" en constitue la parfaite illustration. Sous d'autres cieux, les politiques, notamment ceux de l'opposition, se seraient saisis de cette cause, en mettant de côté toutes velléités, pour faire bloc. Objectif : éviter qu'une telle situation se reproduise. Et pour cause, il s'agit des deniers publics, donc de l'argent du contribuable.

Yannick Franz IGOHO